

**SOUDAN**

**Dernières informations sur la mission de haut niveau au Darfour - 16 septembre 2004**  
**Une délégation s'est rendue dans un camp près d'Al Jeneina**

*Index AI : AFR 54/122/2004*

EFAI

Vendredi 17 septembre 2004

**TEXTE DESTINÉ AU SITE news.amnesty**

La délégation d'Amnesty International à Al Jeneina s'est rendue dans un camp de personnes déplacées à Sissi, à une quarantaine de kilomètres de la ville d'Al Jeneina.

Sur la route, la délégation a vu les sites de plusieurs villages détruits en totalité par des incendies et envahis par la végétation. Nous avons vu des chameaux, des chèvres et du bétail que des nomades faisaient paître là où auparavant il y avait des villages d'agriculteurs. On nous a dit que les chèvres et le bétail avaient très probablement été volés dans les villages incendiés.

En chemin, la délégation a rencontré un groupe de femmes déplacées qui étaient allées ramasser du bois et rentraient à pied au camp d'Al Jeneina. Au moment où la délégation s'apprêtait à leur parler, un cavalier nomade est apparu, proférant des menaces à leur encontre pour avoir ramassé du bois sur ce qu'il a appelé « *ses terres* ». À échelle réduite, cela illustre les tensions actuelles entre communautés nomades et fermiers qui coexistaient auparavant.

Dans le camp de Sissi, la délégation a parlé avec un groupe important de chefs ainsi qu'avec des femmes. Le camp compte actuellement environ 11 600 personnes originaires de 53 villages et 106 cheikhs ; beaucoup sont arrivés au camp après que leurs maisons ont été brutalement attaquées et détruites entre décembre 2003 et février 2004. La délégation a écouté les récits des atrocités ayant conduit ces hommes et ces femmes à fuir leurs villages. Les personnes déplacées nous ont raconté que leurs villages avaient été bombardés par des avions et que parmi les attaquants se trouvaient des hommes en uniforme de l'armée ou des Forces de défense populaire.

La population semble encore traumatisée par cette expérience et ne croit ni à la capacité ni à la volonté du gouvernement de les protéger, bien que les autorités aient déjà augmenté clairement le nombre de policiers et de patrouilles de police à l'intérieur et autour de Sissy.

Les habitants du camp se sentent « *assiégés* » et dans une situation « *pire que s'ils étaient en prison*. » Ils ont déclaré que de nombreux *Janjawid* se trouvaient dans les environs et que la police

n'intervenait pas lorsque des hommes armés pénétraient dans le camp et pillaient les personnes déplacées. Les hommes ont déclaré ne pas pouvoir quitter le camp de crainte d'être tués ; les femmes s'aventurent, elles, hors du camp pour ramasser du bois par exemple, mais elles sont souvent frappées ou fouettées par ces cavaliers.

Selon les informations données à la délégation, de février 2004 à ce jour, 76 femmes ont été violées, dont deux récemment, alors qu'elles étaient parties chercher du bois ; huit se sont retrouvées enceintes après avoir été violées. Personne n'a rapporté les faits à la police, le sentiment prédominant étant que les auteurs présumés avaient le soutien de la police. Au lieu de cela, la majorité des victimes de viols ont changé de camp à Al Jeneina pour éviter d'être reconnues et de se retrouver mises à l'écart. La délégation n'a constaté aucun service de soutien, médical ou social pour les victimes de viols dans le camp.

En se rendant au camp, la délégation est tombée sur un groupe d'une quarantaine de personnes déplacées qui s'étaient construites un abri de fortune avec des bâches en plastique juste à côté d'un poste de police récemment installé et comprenant quatre-vingt policiers, près de Habila Kanare. Malgré tout, ces personnes déplacées ne se sentaient pas en sécurité la nuit ; elles ne sont restées là que quelques nuits, le temps de récolter un peu de millet sauvage et de ramasser des roseaux et du bois avant de regagner leur camp dans la ville d'Al Jeneina.

La plupart de ces personnes déplacées venaient de villages proches de Habila Kanare, ces villages détruits ou brûlés vus un peu plus tôt par la délégation. La délégation a parlé avec un certain nombre de femmes qui ont redit dans les termes les plus forts qu'elles étaient terrifiées ; elles voulaient regagner aussi vite que possible leur camp en ville et ne s'étaient aventurées hors du camp qu'en raison de leur besoin désespéré en nourriture, jonc et bois.

La délégation s'est entretenue avec plusieurs dizaines de personnes déplacées dont aucune ne se sentait en sécurité ; toutes ont affirmé qu'elles ne faisaient pas confiance au gouvernement et qu'elles n'avaient pas le sentiment que le gouvernement avait fait suffisamment d'efforts pour assurer la protection de leurs droits, que ce soit dans le passé ou aujourd'hui.

Une seconde délégation se trouve actuellement dans la ville de Nyala ; elle s'est entretenue avec les autorités et s'est rendue dans un centre de détention. ●